



Le Ministre Délégué

Confidentiel

**Compte rendu interne de la rencontre de M. le Ministre Délégué
avec M. Tim Morris, Ambassadeur du Royaume Uni**

Le Ministre Délégué a reçu, le 28 Mai 2012, M. Tim Morris, Ambassadeur du Royaume Uni au Maroc. A cette occasion, la Question Nationale a été au centre des discussions.

Après avoir informé l'Ambassadeur britannique de la teneur de sa conversation téléphonique avec M. Alistair Burt, vendredi dernier, M. le Ministre a réitéré le soutien du Maroc au Secrétaire Général de l'ONU, M. Ban Ki Moon, et au processus de négociation mené par l'ONU. M. Amrani a ajouté que la priorité pour le Maroc était de maintenir et de préserver le processus politique enclenché en redonnant aux négociations une dynamique positive, ce qui implique de mettre un terme aux différentes dérives qui ont été constatées et de renouer avec les paramètres clairs censés encadrer et guider le processus politique. **Le statu quo n'est pas tenable, le temps est venu de sortir de l'impasse et d'aller de l'avant a-t-il poursuivi, en faisant remarqué que le Maroc n'avait épargné aucun effort pour contribuer positivement à ce processus. Qu'ont fait les autres parties ? Qu'ont-elles amené sur la table, s'est-il interrogé en s'adressant à M. Morris. Il a également souligné qu'il était aujourd'hui nécessaire d'impliquer concrètement l'Algérie dans ce processus en expliquant que ce pays détient la clé de la solution.**

L'Ambassadeur Morris a répondu combien Alistair Burt était enthousiaste quant au potentiel de développement des relations bilatérales. Selon l'Ambassadeur britannique, M. Burt se félicite de l'évolution positive de cette relation et affirme qu'il y a aujourd'hui une véritable volonté d'aller de l'avant. Concernant la Question Nationale, M. Morris a dit qu'il y avait des divergences entre le Maroc et le Royaume Uni, mais également des positions qui se rejoignent, notamment en ce qui concerne le caractère intenable du statu quo.

Il a poursuivi en affirmant que dans le court terme **il y aura une situation difficile à gérer**. Nous comprenons la décision du Maroc de dire « enough is enough », cependant, a-t-il ajouté, à l'exception de la France, la décision inattendue et soudaine du Maroc a engendré beaucoup d'incompréhension, y compris au niveau du Groupe des Amis (GOF) et du Secrétaire Général. Selon le représentant britannique, l'approche conflictuelle décidée par le Maroc est dans l'ensemble considérée comme

étant **dure et contreproductive**. Il a également noté qu'il est difficile de distinguer le SG et le Conseil de Sécurité de cette défiance concernant C. Ross.

L'Ambassadeur Tim Morris a par ailleurs qualifié d'horrible (« awful ») l'aide-mémoire justifiant la décision du Royaume de retirer sa confiance à C. Ross. Il a en outre fait savoir que le Royaume Uni ne pouvait pas soutenir un tel document dans la mesure où il ne partage pas certains des arguments avancés, et que ledit document révèle par ailleurs une démarche scientifique défailante. M. Morris a répété une nouvelle fois que la situation sera difficile pour le Maroc sur le court terme et ce pour plusieurs raisons, en prenant soin de préciser : « mais vous vous êtes mis dans cette situation tout seul, vous devrez donc traverser cette période difficile ». Il a ensuite affirmé « Que les choses soient claires, nous allons soutenir le Secrétaire Général de l'ONU et son Envoyé Personnel quoi qu'il fasse. Nous ne voulons surtout pas donner l'illusion que nous sommes d'accord ».

Au sujet de la Minurso, Tim Morris a dit **comprendre le point de vue du Maroc sur la nécessité de ne pas polluer le mandat de la mission onusienne** tout en notant que le Royaume Uni considérait qu'il devait y avoir une certaine flexibilité dans la mise en œuvre du mandat de la Minurso, notamment en ce qui concerne l'accès de la mission onusienne aux personnes résidant sur ce territoire. Il a ensuite déclaré soutenir tous les rounds informels de l'Envoyé Personnel du SG, tout en « comprenant que cela devait mener quelque part ». Il a en outre précisé que le Royaume Uni compte favoriser une approche équilibrée, « si vous êtes dans le jury, vous ne pouvez pas prendre partie ».

Monsieur le Ministre a répondu à son interlocuteur en lui posant une série de questions. **Y a-t-il un problème avec le Royaume Uni ? Avons-nous failli dans la mise en œuvre de nos engagements ? Etes vous satisfait de la stagnation du processus de négociation ? Etes vous satisfait des résultats obtenus dans le cadre des réunions informelles ? Voulez vous voir l'impasse se poursuivre ? Voulez vous vraiment préserver ce processus ? Comment voyez vous les perspectives d'évolution de ce processus politique ?**

M. Amrani a poursuivi en faisant savoir que le Maroc avait le **sentiment d'être pénalisé** malgré tous les efforts déployés pour soutenir ce processus et pour parvenir à une solution pacifique dans le cadre des paramètres de négociation arrêtés. Le statut quo est intenable a-t-il rappelé, avant de réitérer la volonté du Maroc de préserver le processus en le sortant de l'enlisement et en mettant un terme aux dérives répétées et inacceptables qui ont été constatées à plusieurs reprises malgré les mises en garde du Royaume.

M. Amrani a également relevé que C. Ross était censé être le facilitateur, ce que le Maroc n'a malheureusement pas constaté. Par ailleurs, M. Ross n'a pas su ou pu impliquer l'Algérie alors que tout le monde sait, y compris à l'ONU, que cette question concerne directement le Maroc et l'Algérie. M. le Ministre a ensuite insisté

sur le fait que la pression ne doit pas s'exercer uniquement sur le Maroc, ce qui est également une cause de frustration pour le Royaume.

L'ambassadeur anglais a rétorqué qu'il n'y avait **pas de moyen de mettre la pression sur l'Algérie**. Il a encouragé le Maroc à envisager une nouvelle approche et offert dans ce cadre l'aide du Royaume Uni. Il a ajouté « nous savons où sont nos amis, vous avez notre intérêt, nous voulons aider ». Dans ce sens, il a précisé qu'il était réaliste et qu'il n'envisageait pas de demander au Maroc de faire « **marche arrière** », mais de faire preuve de psychologie afin de changer la donne créée par la décision marocaine de retirer sa confiance à C. Ross. Si votre position est rigide a-t-il poursuivi, elle ne sera pas perçue comme étant crédible. L'Ambassadeur a soutenu que **le Maroc « devra faire des compromis » pour rectifier le tir et évacuer les « énergies négatives »** générées par la décision marocaine. Il a ajouté que son « **sentiment personnel c'est qu'il faudra un certain temps pour dépasser cette phase** ».

Le responsable britannique a réitéré à plusieurs reprises la disposition du Royaume Uni à contribuer à l'élaboration d'une nouvelle approche se concentrant sur les questions politiques. Dans ce cadre, Tim Morris a proposé d'envisager quatre initiatives en particulier :

- Accepter que la France fasse du lobbying à l'adresse du Maroc et de l'Algérie. Tim Morris a suggéré de mettre en œuvre cette idée « immédiatement ».
- Organiser une rencontre avec le Polisario à Rabat, comme cela a déjà été le cas auparavant, pourrait créer un message positif. Cela permettrait selon T. Morris de donner plus de visibilité aux mesures de confiance et de les intégrer dans une certaine vision.
- La mise en œuvre de la régionalisation constitue selon l'Ambassadeur « une autre voie intéressante ».
- « La liberté de mouvement de la Minurso ». Selon le représentant britannique, la véritable question au sujet de la mission onusienne **ce n'est pas les drapeaux ou les immatriculations, mais la liberté de mouvement pour la Mission de l'ONU**. Selon lui, **les membres de la mission ne sont pas en mesure d'entrer en contact avec les personnes sur place**. Il a ajouté à ce sujet que « si vous faites une différence entre ce que vous permettez au corps diplomatique et ce que vous permettez à l'ONU ça pose un problème car l'ONU c'est aussi nous ». **Revenant sur les événements de Gdim Izik, il a considéré que de ne pas avoir laissé la Minurso effectuer un rapport sur ce qui s'est passé a alimenté une perception négative.**

M. Amrani a souligné que le Maroc est transparent et de bonne foi, mais cela ne doit pas pour autant le conduire à tout accepter et à laisser la Minurso faire tout ce qu'elle veut sans considération pour le cadre précis de son mandat. Il a ajouté qu'il était établi que certaines personnes tentaient d'instrumentaliser la situation dans les

provinces du Sud, ce que le Royaume ne peut accepter. L'Ambassadeur Morris a qualifié de **contreproductive** l'interprétation stricte du Maroc relative au mandat de la MINURSO.

Monsieur le Ministre a réitéré la détermination du Maroc à poursuivre le processus de négociation avec le concours d'un médiateur impartial. Il a également ajouté que le Royaume veut créer une nouvelle dynamique pour aller de l'avant vers une solution dans le cadre du processus actuel. Nous voulons continuer à travailler dans le respect des paramètres arrêtés, et nous comptons sur le soutien de nos amis, a-t-il fait savoir à son interlocuteur en réitérant la nécessité d'impliquer l'Algérie. Il a par ailleurs noté que le projet de communiqué du GoF n'était pas constructif, tout en faisant observer la différence de traitement avec le cas de M. Van Walsum, lorsque ce dernier a perdu la confiance des autres parties.

Il a conclu en affirmant que le Maroc avait le droit d'exprimer son point de vue et que personne ne pouvait être imposé. « Le Maroc ne veut plus perdre son temps. Le statu quo est intenable. Nous avons toute confiance en le SG Ban Ki Moon, et restons confiants quant à la décision qu'il prendra pour relancer les négociations en renouant avec une dynamique positive.

Commentaires

- Tim Morris a précisé à plusieurs reprises qu'il n'était pas porteur d'un message de Londres et qu'il souhaitait avoir cette rencontre avec Monsieur Amrani pour échanger de façon informelle. Cependant, malgré l'insistance de certaines questions, T. Morris n'a pas répondu et avait manifestement un message à passer ;
- La position de l'ambassadeur Morris est de toute évidence figée ;
- Le Royaume Uni semble penser que le moment est opportun pour faire pression sur le Maroc pour le forcer à accepter une certaine politisation tacite du mandat de la Minurso, à travers l'octroi d'une plus grande marge de manœuvre aux membres de cette mission ;
- Dans une approche opportuniste, le Royaume Uni semble vouloir utiliser l'évolution récente du contexte pour imposer ses vues et négocier le renvoi de C. Ross contre des concessions politiques ;
- Le Royaume Uni semble également vouloir renforcer le statut du polisarrio en promouvant des rencontres au Maroc, et à terme, obtenir du Maroc plus de concessions ;
- L'Ambassadeur a lui-même avoué que le GoF n'avait pas les moyens de faire pression sur l'Algérie, ce qui revient à dire que les seules initiatives visant à faire évoluer cette situation pèseront sur le Maroc ;

- La proposition de demander à la France de jouer un quelconque rôle de lobbying **entre le Maroc et l'Algérie** apparaît, dans la nouvelle configuration politique actuelle comme un piège. Le Président Hollande, et le parti socialiste **en particulier ayant mis l'emphase sur le respect des droits de l'homme** dans leur politique étrangère, il sera difficile au Maroc de refuser de faire des concessions sur ce plan sans en payer le prix en terme de soutien de son principal allié. L'objectif recherché serait donc de fissurer le rempart français protégeant le Maroc d'un élargissement du mandat de la Minurso.

Rabat, le 29 mai 2012